



EuroMed Rights
EuroMed Droits
الأورو-متوسطية للحقوق

La Maladie du Renvoi. Cartographie des Politiques et Pratiques dans la Region Euro-Méditerranéenne

Glossaire

Avril 2021

Rue des Comédiens 22, 1000 Bruxelles, Belgique, T +32 2 513 37 97

Email information@euromedrights.net – Site web : www.euromedrights.org

GLOSSAIRE – RECHERCHE SUR LES RETOURS

Ce glossaire est adapté du [glossaire de l'OIM sur les migrations](#) et du [glossaire du Réseau européen des migrations sur l'asile et les migrations](#). (traduction en français de certains termes par EuroMed Droits)

Accord de réadmission : Un accord bilatéral (entre deux pays) ou multilatéral (entre plusieurs États ou l'UE et un État) qui établit, de manière réciproque, les bases et les procédures permettant à un État de renvoyer les non-nationaux qui ne remplissent pas ou plus les conditions d'entrée ou de séjour sur son territoire vers leur État d'origine ou un État tiers, le plus souvent un État par lequel ils.elles ont transité ou un État dans lequel ils.elles avaient une résidence permanente.

Demandeur.r.se d'asile : Une personne qui cherche à obtenir une protection internationale. Dans les pays où les procédures sont individualisées, un.e demandeur.r.se d'asile est une personne dont la demande n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive de la part du pays dans lequel elle a été soumise. Tous les demandeurs d'asile ne seront pas reconnus comme des réfugiés, mais tous les réfugiés reconnus sont initialement des demandeurs d'asile. Si la demande d'asile est rejetée, le demandeur/la demandeuse sera dit.e débouté.e du droit d'asile.

Devolución (en espagnol) : l'une des trois figures juridiques prévues par la loi espagnole sur l'immigration (loi espagnole sur les étrangers LOEx 4/2000), à savoir les expulsions, les refus d'entrée et les devoluciones. Les devoluciones sont régies par l'article 58 de la loi sur les étrangers et concernent les personnes généralement interceptées en mer dans des bateaux ou dans les zones frontalières de Ceuta et Melilla.

Devoluciones en caliente (en espagnol) : Ce terme désigne les opérations de refoulements ou « refoulements à chaud », qui se déroulent généralement aux frontières terrestres entre l'Espagne et le Maroc, à Ceuta et Melilla, mais aussi dans la mer d'Alboran.

Éloignement : voir *expulsion, retour*.

Mineurs non accompagnés : Enfants, au sens de l'article premier de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui ont été séparés de leurs parents ou d'autres membres proches de leur famille et ne sont pas pris en charge par un adulte investi de cette responsabilité par la loi ou la coutume. En français, les abréviations MNA (mineur non accompagné) ou MIE (mineur isolé étranger) sont fréquemment utilisées.

Expulsion : Terme souvent utilisé pour désigner l'éloignement ou le refoulement, voire le retour d'un.e étranger.e ; acte faisant suite à une décision par laquelle un État ordonne le renvoi d'un non-national dans son pays d'origine ou dans un pays tiers après un refus d'admission ou l'expiration de l'autorisation de séjour. Acte juridique ou comportement attribuable à un État par lequel un étranger est contraint de quitter le territoire de cet État. En France, ce terme désigne plus précisément un acte administratif justifié par une menace grave pour « l'ordre public ». (<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/271049-lexpulsion-des-etrangers-hors-de-france>).

Expulsion collective : Toute mesure contraignant des étranger.e.s, en tant que groupe, à quitter un pays, sauf dans les cas où une telle mesure est prise sur la base d'un examen raisonnable et objectif de la situation particulière de chacune des personnes qui forment le groupe. Aux termes de l'article 4 du Protocole n° 4 de la Convention européenne des droits de l'Homme : « Les expulsions collectives d'étrangers sont interdites » (https://www.echr.coe.int/Documents/FS_Collective_expulsions_FRA.pdf).

Garde à vue (en France) : mesure de contrainte décidée par un officier de police judiciaire par laquelle une personne soupçonnée d'avoir commis un crime ou un délit susceptible d'une peine d'emprisonnement est placée sous contrainte (par exemple dans un local de police).

Migrant.e : Terme générique non défini dans le droit international qui, reflétant l'usage commun, désigne toute personne qui quitte son lieu de résidence habituelle pour s'établir à titre temporaire ou permanent et pour diverses raisons, soit dans une autre région à l'intérieur d'un même pays, soit dans un autre pays, franchissant ainsi une frontière internationale. Il englobe un certain nombre de catégories juridiques de personnes bien déterminées, comme les travailleurs.ses migrant.e.s ; les personnes dont les types de déplacement particuliers sont juridiquement définis, comme les migrant.e.s objets d'un trafic illicite ; ainsi que celles dont le statut et les formes de déplacement ne sont pas expressément définis par le droit international, comme les étudiants internationaux.

Migrant.e irrégulier.e : migrant.e. en situation administrative irrégulière, souvent dit.e. « sans-papiers ». Il est important de souligner que les personnes et leurs processus de migration ne sont pas irréguliers ou illégaux en soi, c'est le fait de demeurer sur le territoire après expiration de leur visa, de leur titre de séjour ou après avoir été débouté.e du droit d'asile qui les place en situation d'irrégularité. Le terme « clandestin » est à proscrire car empreint d'un caractère péjoratif et criminalisant.

Non-refoulement (principe de) : Interdiction pour les États d'extrader, d'expulser ou de refouler de toute autre manière une personne vers un pays dans lequel sa vie ou sa liberté serait menacée, ou s'il existe des motifs sérieux de croire qu'elle risquerait d'être soumise à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, d'être victime d'une disparition forcée ou de subir un autre préjudice irréparable. Ce principe du non-refoulement est énoncé à l'article 33 de la Convention de Genève (1951).

Pays d'origine sûr : Un pays où, sur la base de la situation juridique, de l'application de la loi au sein d'un système démocratique et des circonstances politiques générales, il peut être démontré qu'il n'y a généralement et systématiquement aucune persécution, aucune torture ou peine ou traitement inhumain ou dégradant et aucune menace en raison d'une violence aveugle dans des situations de conflit armé international ou interne. Le concept de pays d'origine sûr soulève plusieurs problèmes de protection, car il ne peut y avoir pratiquement aucun pays sûr pour tou.te.s ses ressortissant.e.s, y compris les minorités ethniques et sexuelles. (adapté de https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf) Pour une analyse plus complète de ce concept, voir [l'analyse d'EuroMed Droits Pays « sûrs » : un déni du droit d'asile](#)

Pays tiers sûr : Un pays dans lequel un.e demandeur.ses d'asile pourrait avoir accès à un régime d'asile effectif. Ce concept – auquel la Convention de Genève de 1951, ne fait aucune référence – est généralement appliqué aux situations dans lesquelles la personne concernée a un autre lien avec le pays en question, notamment lorsqu'elle a séjourné dans ce pays avant d'arriver dans le pays où elle demande l'asile.

(https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf) Comme le montre la présente étude, le concept de « pays tiers sûr » suscite des préoccupations relatives aux droits humains, car ceci implique des procédures d'asile accélérées et des retours rapides, qui prennent le dessus sur l'exigence de procéder à une évaluation individuelle au fond. Pour une analyse plus complète de ce concept, voir [le rapport d'EuroMed Droits Pays « sûrs » : un déni du droit d'asile](#) (2016)

Refoulement (comme traduction de pushback) : en l'absence d'une définition internationalement reconnue des *pushbacks* dans le contexte de la migration mondiale, la recherche se réfère à la définition du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains des migrants, qui définit les *pushbacks* comme *"diverses mesures prises par les États qui ont pour conséquence que les migrant.e.s, y compris les demandeurs.ses d'asile, sont sommairement contraint.e.s de retourner dans le pays d'où ils ont tenté de franchir ou ont franchi une frontière internationale sans avoir accès à la protection internationale ou aux procédures d'asile, ou sans pouvoir bénéficier d'une évaluation individuelle de leurs besoins de protection, ce qui peut conduire à une violation du principe de non-refoulement"*.

(<https://www.ohchr.org/EN/Issues/Migration/SRMigrants/Pages/Pushback-practices.aspx>)

Réfugié.e : Dans cette recherche, ce terme est parfois utilisé pour désigner les demandeurs.ses d'asile et/ou les migrant.e.s. Au sens strict de la Convention de Genève de 1951, personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays et obtient la protection d'un autre État ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité (apatride) et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.

Rétention administrative : (en France) lieux fermés où sont envoyés les étrangers auxquels l'administration ne reconnaît pas le droit de séjourner sur le territoire français et a décidé de procéder à leur éloignement forcé. Il existe deux types de ces lieux : les CRA (Centre de rétention administrative) locaux aménagés sous contrôle de la police où les migrants peuvent être retenus jusqu'à 90 jours dans la perspective de leur renvoi ; les LRA (locaux de rétention administrative) où des étrangers jugés en situation irrégulière peuvent être maintenus temporairement (par exemple, à l'issue d'une garde à vue) et en attente d'un transfert en CRA.

Retour ou renvoi forcé : Le fait de renvoyer un individu, contre sa volonté, dans son pays d'origine, de transit ou dans un pays tiers qui accepte de l'accueillir, généralement sur la base d'un acte ou d'une décision administrative ou judiciaire. (cf. *réadmission*)

Retour « volontaire » : Le retour assisté ou indépendant vers le pays d'origine, de transit ou dans un autre pays sur la base d'une décision volontaire, libre et informée de la personne rapatriée. Il peut être organisé ou spontané. Le terme « volontaire » est utilisé entre guillemets car le caractère volontaire de la plupart des retours « volontaires » dans cette recherche est remis en question. (adapté de https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf)